

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 07/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LINDE France SA**

16 avenue de la Saudrune  
BP 52228  
31122 Portet-sur-Garonne

Références : 2026/240  
Code AIOT : 0006802354

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement LINDE France SA implanté 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne. L'inspection a été annoncée le 13/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale qui a pour thème la prévention des risques technologiques liée aux fortes chaleurs. Cette campagne concerne principalement les sites de production et/ou de statut Seveso.

Dans les installations industrielles, les fortes chaleurs, qu'elles soient caniculaires ou supérieures aux températures observées à la même période, sont à l'origine de nombreux événements industriels, qu'elles en soient la cause ou un facteur aggravant. La région Occitanie est particulièrement concernée au regard des nombreux épisodes caniculaires rencontrés ces dernières années. Avec le changement climatique ces épisodes vont s'amplifier et peuvent concerner de nombreux

secteurs d'activité.

Le principal phénomène dangereux rencontré est l'incendie généré notamment par des fermentations ou des auto-échauffements de matières, produits ou déchets, des effets loupe, mais aussi des surchauffes électriques ou de matériel, des montées en température ou en pression et également des feux de broussailles. Les moyens en eau nécessaires sont importants et parfois difficiles à mobiliser en période de fortes chaleurs.

Lors de la visite les points suivants ont notamment été abordés :

- prise en compte des effets liés à des épisodes de fortes chaleurs (substances sensibles à la chaleur, surchauffes, dégradation d'équipements de sécurité, dimensionnement des systèmes de refroidissement ... ) dans l'analyse des risques,
- prise en compte dans les procédures d'exploitation, par anticipation et sur la base d'alertes météorologiques, des situations liées aux fortes chaleurs,
- vérification que les réserves en eau incendie sont suffisantes et utilisables.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LINDE France SA
- 16 avenue de la Saudrune BP 52228 31122 Portet-sur-Garonne
- Code AIOT : 0006802354
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site Linde de Portet-sur-Garonne exerce des activités de production, de conditionnement, de stockage et de négoce de gaz utilisés à des fins industrielles ou médicales. Les installations comprennent :

1. une centrale de distillation des gaz de l'air ;
2. des stockages de gaz en réservoirs ou en bouteilles ;
3. une unité de conditionnement de gaz industriels purs et en mélange ;
4. une unité de conditionnement de gaz médicaux purs et en mélange.

Les prescriptions d'exploitation sont définies par l'arrêté préfectoral n°36 du 3 mars 1997. Cet arrêté a fait l'objet de plusieurs arrêtés de prescriptions complémentaires dont le dernier en date est le n°79 du 5 juin 2020.

**Thèmes de l'inspection :**

- AR - 14
- NATECH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Analyse de risques liés aux fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	Demande d'action corrective	6 mois
3	Contenants de matières,	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	produits ou déchets			
4	Conditions de stockage de matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	6 mois
6	Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Matières, produits ou déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Mesures constructives, refroidissement des locaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
7	Détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Sans objet
8	Fiabilisation des équipements de réfrigération/re refroidissement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
9	Installations électriques et surchauffes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
10	Disponibilité de la ressource en eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis les épisodes de fortes chaleurs de l'été 2025, l'exploitant mène, au niveau national, des réflexions sur l'amélioration des conditions de travail des opérateurs.

En ce qui concerne les installations industrielles, des mesures sont également prises par l'exploitant pour prévenir les risques notamment au niveau des transformateurs électriques.

Suite à la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant de poursuivre ses réflexions et actions afin de prévenir les risques liés aux fortes chaleurs. A cet effet, il pourra s'appuyer sur les documents élaborés par le Barpi et le retour d'expérience en consultant les événements dans la base ARIA.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Analyse de risques liés aux fortes chaleurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Analyse de risques liés aux fortes chaleurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Article 7 [...] 2. Analyse de risques L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. [...] Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.  OU  Arrêté préfectoral du site qui fait référence à l'étude de danger
<b>Constats :</b>  Depuis les épisodes de fortes chaleurs de l'été 2025, l'exploitant mène, au niveau national, des réflexions sur l'amélioration des conditions de travail des opérateurs. En ce qui concerne les risques industriels, l'étude des dangers (EDD) dans sa version de septembre

2023 intègre un paragraphe succinct sur les températures extrêmes qui n'identifient pas les fortes chaleurs comme pouvant être à l'origine d'un accident majeur. En outre, le Plan d'Opération Interne (POI) ne propose pas de scénario lié au risque des fortes chaleurs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sur la base de la Trajectoire de Réchauffement de Référence pour l'Adaptation au Changement Climatique [TRACC] établie par le ministère en charge de l'écologie et inscrite dans le Code de l'environnement, qui prévoit un réchauffement de 2 °C en 2030, 2,7 °C en 2050 et 4 °C en 2100 en France métropolitaine, l'exploitant est encouragé à engager des réflexions et à poursuivre les actions en cours (Cf. constats ci-dessous) afin de prévenir les risques liés au fortes chaleurs. Un état des lieux de l'avancement de ces réflexions sera transmis à l'inspection dans le délai précisé ci-dessous.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Matières, produits ou déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Actions régionales, Matières, produits ou déchets

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Article 49

État des matières stockées

[...]

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

[...]

**Constats :**

Les produits et les déchets présents ainsi que les conditions de stockage sur le site sont explicités au niveau du constat n°4.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Contenants de matières, produits ou déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions régionales, Contenants mobiles de matières, produits ou déchets

**Prescription contrôlée :**

<p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Article 59</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les Grands Récipients pour Vrac (GRV) en plastique sont peu utilisés sur le site.</p> <p>On notera que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le GRV contenant les eaux ammoniacuées collectées dans le cadre de la maintenance du groupe froid est stocké dans la salle des machines en attendant son évacuation par le prestataire déchets ;</li> <li>- le GRV contenant les huiles usagées est stocké sur rétention à l'extérieur dans un abri fermé en tôle. Le temps étant couvert le jour de l'inspection, il n'a pas pu être apprécié la température à l'intérieur de l'abri.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que le stockage des huiles est conforme aux préconisations de la fiche de données sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Conditions de stockage de matières, produits ou déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Conditions de stockage de matières, produits ou déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010</p> <p>Article 59</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>[...]</p> <p>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à</p>

prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;  
[...]

**Constats :**

De manière générale, les stockages en bouteilles de produits présents sur le site et notamment de produits finis destinés à un usage industriel ne sont pas abrités contrairement au stockage des produits finis destinés à un usage médical. Or, certaines fiches de données sécurité (FDS), peuvent mentionner au niveau de la rubrique 2.2 Éléments d'étiquetage que le stockage doit être « Protéger du rayonnement solaire ».

Par ailleurs, les activités du site sont peu génératrices de déchets. Outre des cartons et des ordures ménagères, les activités produisent des emballages et chiffons souillés stockés à l'intérieur des bâtiments ainsi que des déchets électriques et électroniques (DEEE) et des piles. Ces derniers sont collectés dans des conteneurs positionnés devant le bâtiment technique; un extincteur est présent à proximité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Suite au constat concernant le stockage de bouteilles, il est demandé à l'exploitant de dresser la liste des produits nécessitant d'être protégés du rayonnement solaire et de définir, le cas échéant, les dispositions à prendre pour se conformer aux obligations mentionnées dans la FDS.

Par ailleurs, l'étude de l'accidentologie montrant que les DEEE et les piles étant des déchets sensibles aux fortes chaleurs et pouvant être à l'origine de départ de feu, il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les conteneurs ne sont pas directement exposés aux rayons du soleil et, le cas échéant, d'envisager un nouveau point de collecte.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Mesures constructives, refroidissement des locaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions régionales, Mesures constructives, refroidissement des locaux

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Article 47

Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Les bâtiments de production de gaz industriels et médicaux sont équipés de ventilation (chaussettes ou bouches). Compte tenu de la météo humide le jour de l'inspection, l'efficacité de l'équipement n'a pu être apprécié.</p> <p>Par ailleurs, les deux laboratoires gaz industriels et gaz médicaux ainsi que les deux locaux basse tension ont été répertoriés par l'exploitant comme des locaux sensibles aux fortes chaleurs. La maîtrise de la température est assurée par des climatiseurs redondants. Leur maintenance et surveillance sont mentionnées au point n°6.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Surveillance des installations en cas de fortes chaleurs

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Surveillance des installations et d'équipements de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 59 Consignes d'exploitation et de sécurité [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des rondes hebdomadaires et journalières sont organisées sur le site.</p> <p>A cette occasion, la température et le niveau de l'huile des transformateurs sont contrôlés hebdomadairement. De plus, les locaux électriques basse et haute tension font l'objet d'un contrôle de la température ainsi que de la vérification du bon fonctionnement des ventilations naturelle et mécanique.</p> <p>Par ailleurs, quotidiennement l'exploitant s'assure du bon fonctionnement des climatisations des deux laboratoires (gaz industriels et médical) et des deux locaux basse tension. Les équipements de climatisation sont redondants dans ces locaux. En effet, un dysfonctionnement des appareils de contrôle pourrait entraîner un arrêt de production. Selon l'exploitant, d'autres points de contrôle ont été vérifiés lors des épisodes de fortes chaleurs de l'été 2025 mais n'ont pas fait l'objet d'une traçabilité.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Il est demandé à l'exploitant de consigner toutes les opérations qui doivent faire l'objet de vérifications en cas de fortes chaleurs. Les éléments consignés doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 7 : Détecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Détecteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Article 55 Surveillance et réseau de détecteurs</p> <p>A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours ...).</p> <p>Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.</p> <p>L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant respecte les conditions de fonctionnement et d'entretien définies par le fabricant de ces détecteurs. Le déclenchement des détecteurs et les actions correctives ou préventives menées sont tracées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de l'action régionale, il est demandé de vérifier que les plages de fonctionnement des détecteurs englobent les températures élevées susceptibles d'être rencontrées en cas de fortes chaleurs et que les détecteurs exposés aux rayons du soleil soient protégés, par des casquettes par exemple.</p> <p>L'inspection n'a rien relevé concernant ce point, les détecteurs gaz présents sur le site sont implantés dans les bâtiments.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
---

<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Fiabilisation des équipements de réfrigération/refroidissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]
<b>Constats :</b>  Le tableau de suivi des climatiseurs mis à jour le 14/04/2025 fait état de 147 climatiseurs répartis dans les ateliers, locaux techniques et bureaux.  Ces équipements font l'objet d'une maintenance semestrielle réalisée par un prestataire extérieur. Le dernier rapport de visite consulté par l'inspection date du 03/10/2025 et la prochaine visite est en cours de préparation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Installations électriques et surchauffes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Installations électriques et surchauffes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/10/2010 Article 66 Installations électriques A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
<b>Constats :</b>  Les vérifications concernant les transformateurs sont explicitées au niveau du constat n°6.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Disponibilité de la ressource en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Disponibilité de la ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>

Arrêté du 04/10/2010

Article 59

Consignes d'exploitation et de sécurité

[...]

- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

[...]

**Constats :**

Il n'y a pas de stockage d'eau d'extinction sur le site. Les moyens de lutte contre l'incendie - notamment RIA et poteaux incendie positionnés à l'intérieur et à l'extérieur du site - sont alimentés par le château d'eau et le bassin associé d'une capacité totale de 4500 m<sup>3</sup> qui couvrent toutes les installations implantées dans la zone industrielle du Bois vert.

**Type de suites proposées :** Sans suite